



**1966 – 2016**  
**50 ANS DE FRATERNITÉ**  
**DANS LES HAUTS-DE-SEINE**



**L**'anniversaire des 70 ans du Secours Catholique nous donne une formidable opportunité de porter un regard sur notre histoire. Cette année anniversaire est aussi celle des 50 ans de notre délégation des Hauts-de-Seine, fondée en 1966, avec la création du diocèse de Nanterre. L'élaboration du projet de délégation 2013-2017 nous avait déjà conduits à regarder notre passé afin d'en tirer enseignement pour notre avenir. La recherche dans les documents d'archives disponibles avait rapidement montré que l'histoire de la délégation des Hauts-de-Seine est plurielle, dans la diversité des équipes, s'adaptant aux réalités de pauvretés locales, et dans les activités menées. Quinze équipes locales de la délégation avaient par ailleurs accepté de raconter leurs souvenirs.



**C**e livret présente donc une brève histoire de notre délégation, de 1966 à nos jours, illustrée de quelques faits marquants rapportés par telle ou telle équipe. Le lecteur constatera que l'esprit du fondateur du Secours Catholique, Mgr Rodhain, n'a pas cessé de souffler au sein de la délégation. L'histoire du Secours Catholique est en effet d'abord une histoire de rencontres, rencontre de l'autre, du frère, rencontre qui provoque l'action (pro-vocation), le secours d'abord et l'interpellation des pouvoirs publics ensuite, comme le bon Samaritain, figure exemplaire de la charité comme aimait à le souligner Mgr Rodhain. Face à des situations de pauvreté nouvelles, la rencontre devient moteur pour la création d'activités, l'expérimentation de solutions nouvelles.

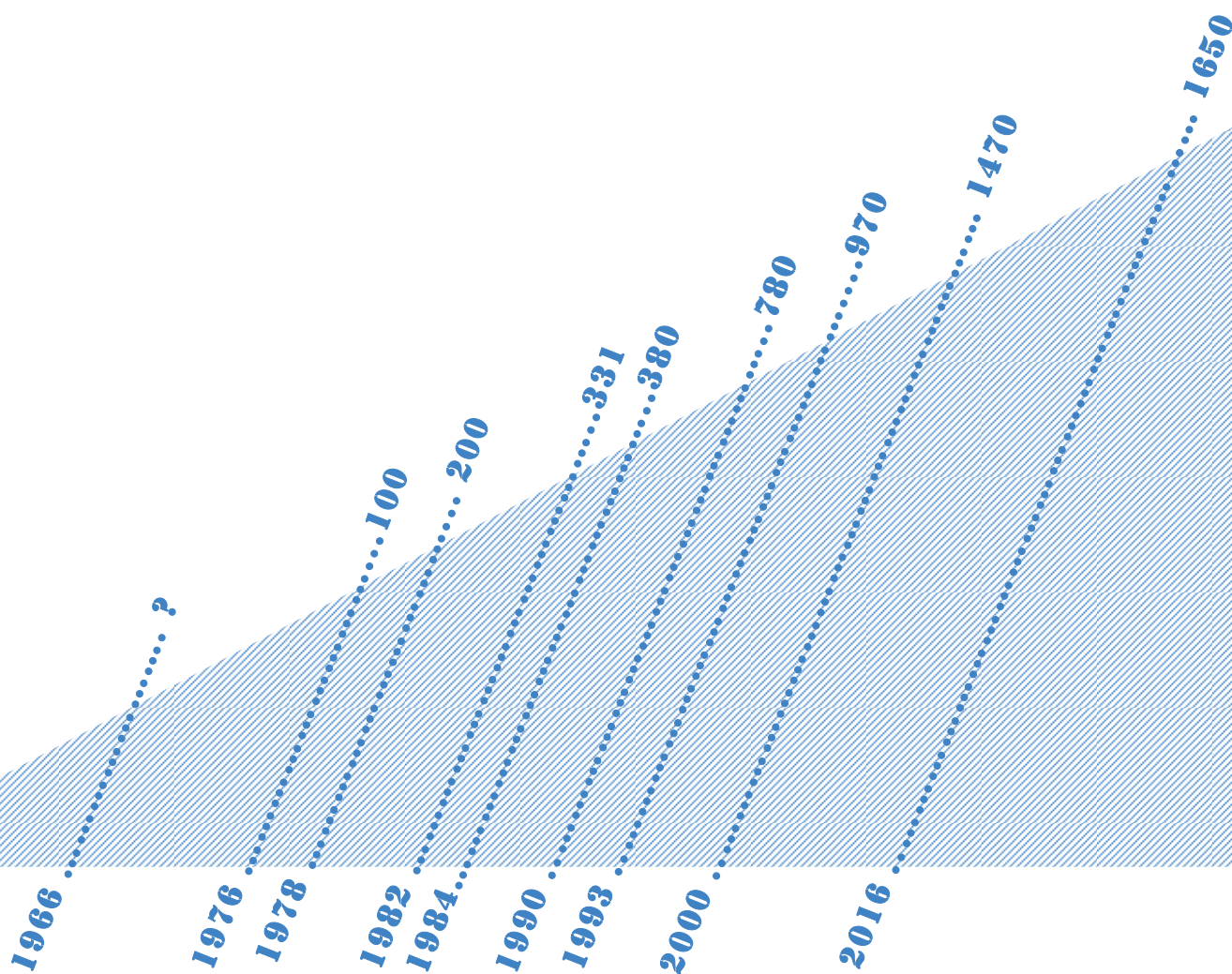
**C**es rencontres témoignent parfois de coude à coude, de cœur à cœur entre une personne accueillie et un bénévole, mais, le plus souvent, cette relation d'entraide implique plus largement un réseau de bénévoles, de partenaires et de salariés. Cette dimension de solidarité se manifeste particulièrement lors de grandes manifestations, de grandes fêtes où la famille du Secours Catholique se réunit.

**N**ous vous souhaitons autant de plaisir à lire cette histoire que ceux qui y ont contribué en ont eu à la raconter !



## EVOLUTION DU NOMBRE DE BÉNÉVOLES

*Sociologiquement, l'évolution du bénévolat de la délégation suit celle de la population des Hauts-de-Seine : à la fin des années 1970 les bénévoles sont issus majoritairement des classes moyennes. On retrouve également quelques ouvriers Progressivement de plus en plus de cadres et de cadres supérieurs rejoignent le Secours Catholique.*



# 1966 - 1976 L'EDIFICATION

**Du fait de la modification territoriale des départements en Ile-de-France, le département, le diocèse et la délégation du Secours Catholique des Hauts-de-Seine sont jeunes ! Le Secours Catholique a déjà 20 ans lorsque naît le diocèse des Hauts-de-Seine. Le Secours Catholique s'organise dans les Hauts-de-Seine au cours de cette décennie.**

## 1966

C'est la date de création du diocèse de Nanterre et de l'année du 20<sup>ème</sup> anniversaire du Secours Catholique national. Précisément le 9 octobre 1966, quelques temps avant le département des Hauts-de-Seine, le 1<sup>er</sup> janvier 1968.

## 1968

Début février, Jean Chaplais est nommé délégué diocésain du Secours Catholique.

## 1972

1500 jeunes proclament à Lourdes le passage du « Faire pour » au « Faire avec » les pauvres. Le service Jeunes de la délégation date de cette période.

## 1975

En 1975, la perspective d'un comité diocésain se fait jour avec une représentation des localités de Bagneux, Nanterre, La Garenne-Colombes, Neuilly, Meudon, Châtenay-Malabry, Vanves, Colombes et Rueil-Malmaison. La délégation comprend un service Jeunes, un service animation ainsi qu'un service des placements familiaux.

## 1976

Engagé avec son épouse à Garches, François Duboin devient Président de la délégation en 1976. Jean-Paul Hiron, diacre permanent, devient délégué le 1<sup>er</sup> mars de la même année. La délégation compte alors 2,5 salariés.

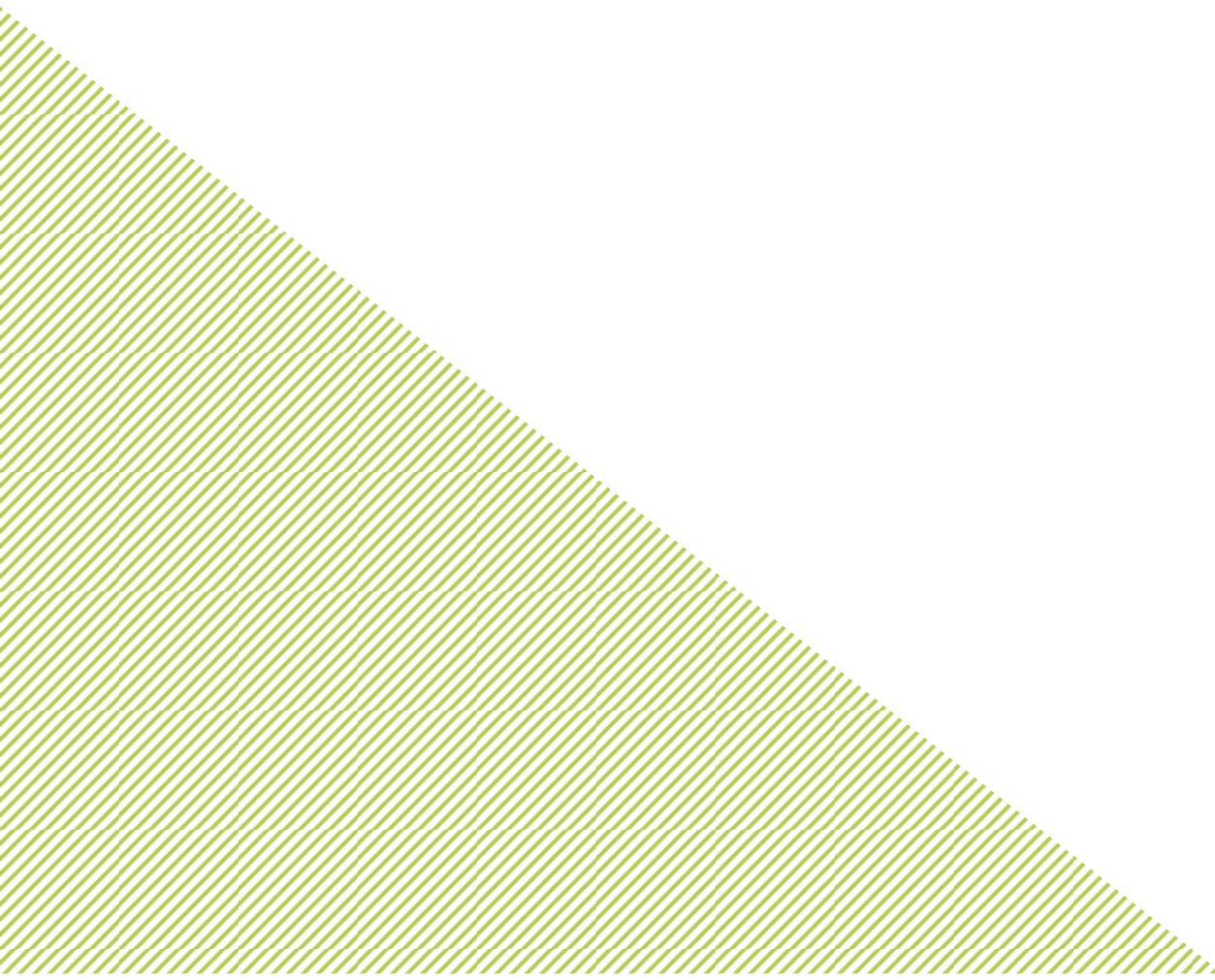
Le siège national du Secours Catholique passe la main aux délégations concernant les activités tiers-monde, notamment les micro-réalisations créées en 1961. Un animateur tiers-monde, Jean Wanderlenn, est embauché.

La délégation est organisée en zones selon un découpage calqué sur celui de l'évêché. « Cette organisation en zones suppose la mise sur pied d'équipes, de responsables avec pour finalité d'être plus proches des gens, d'être plus attentifs aux besoins et également de permettre de nouvelles recrues ». Le Conseil de délégation composé, de 10 membres, se réunit tous les deux mois.

Les recettes de la délégation sont en nette progression, tout comme les secours d'urgence car les demandes augmentent : les migrants/réfugiés sont de plus en plus nombreux à demander de l'aide, tout comme les femmes seules, surtout les mères célibataires au chômage, les malades bénéficiant de l'aide médicale gratuite. Il s'agit principalement de personnes de Gennevilliers, Nanterre, Clichy, des localités sans responsable. Les rapports avec les services sociaux s'améliorent.

Lors de la journée diocésaine de 1976, Mgr Delarue, évêque des Hauts-de-Seine mentionne les priorités du diocèse : l'éducation à la foi, la formation de ceux qui ont pour tâche d'éduquer la foi, la collaboration entre prêtres, religieuses et laïcs du diocèse. Aux yeux du premier évêque du diocèse, le Secours Catholique a pour première mission d'être éducateur de la charité, d'être un symbole de la disponibilité de la charité. « *Le Secours Catholique, c'est la dimension organique et organisée de la charité. Il doit ouvrir les yeux, les oreilles et le cœur des hommes de notre temps, les rendre vulnérables à toutes les misères et les détresses contemporaines* ».

On constate que les personnes plus exposées à la précarité sont les mêmes qu'aujourd'hui : les familles et les migrants.



# 1976 - 1986

## LA MOBILISATION DES COMMUNAUTÉS PAROISSIALES

Face à l'irruption du chômage de masse, les chrétiens se mobilisent et la délégation des Hauts-de-Seine se développe pour répondre aux nouveaux besoins et interpeller les pouvoirs publics. Le partenariat avec les services sociaux se renforce. A contrario, le lien avec le clergé paraît globalement faible.

Les interrogations d'alors sur la question des rapports entre le secteur associatif et les pouvoirs publics, d'une part, et les pauvretés cachées, d'autre part, demeureront.

### 1976

Entre 1976 et 1977, les secours ont doublé. Les interventions des bénévoles concernent principalement les travailleurs migrants employés par les agences intérimaires et à temps partiel - Ils perdent bien souvent leurs droits et risquent l'expulsion - les femmes en difficulté et souvent les personnes en souffrance psychiques.

### 1978

Dès 1978, le réseau de bénévoles a pratiquement doublé à la suite d'appels par lettres individuelles et d'annonces dans les bulletins paroissiaux. Des équipes sont mises en places : Garches, Neuilly, Levallois, Asnières, Rueil, Sceaux, Gennevilliers et Clichy. Le recrutement se situe en général dans les classes moyennes des employés et quelques ouvriers. Les rapports avec les prêtres du diocèse sont parfois difficiles.

Les rapports avec les services sociaux (assistantes sociales, éducateurs spécialisés...) continuent, eux, de s'améliorer.

Entre 1978 et 1979, le nombre d'interventions passe de 951 à 1812. Le Secours Catholique est de plus en plus sollicité par les chômeurs. L'Assedic enregistre une augmentation de près de 20% du nombre de bénéficiaires d'allocations. Le Secours Catholique lance la campagne « *Et chômeurs* » en 1980.

## 1979

La délégation se mobilise à l'appel de Mgr Etchegaray pour l'accueil des réfugiés du Sud Est asiatique. M. Mitton coordonne les actions au siège de la délégation. A Antony, par exemple, un comité formé de la Ligue des droits de l'Homme, Frères des Hommes, la Croix-Rouge, du Secours Catholique et des paroisses se mobilise pour aider une quinzaine de familles.

*« En 1979 eu lieu l'appel de détresse de Mgr Etchegaray concernant le sort des réfugiés du sud-est asiatique. Ce fut, pour l'équipe Antony, l'occasion de développer considérablement les rapports avec les autres associations de la Ville ! En effet, sous l'impulsion de Pierre-Jacques Granvarlet, alors responsable de l'Antenne de Frères des Hommes sur Antony, et de Bertrand de la Morlais, se constitua le Comité antonien d'accueil des Réfugiés du Sud est asiatique. [...] Nous logeâmes cinq familles dont deux dans une maison prêtée par la Mairie d'Antony après un conseil municipal particulièrement houleux entre les élus communistes non favorables et les élus socialistes qui l'étaient [...] Une famille fut logée dans des locaux paroissiaux, une autre dans un appartement de Wissous, une autre dans un pavillon détenu par un prêtre. Au total, une bonne quinzaine de familles furent aidées financièrement par ce comité. Certaines familles nous étaient soumises par la délégation. Notre comité fut dissous vers 1982. [...] Sur le plan personnel, j'eus la joie d'être parrain d'une réfugiée de 15 ans qui m'avait sollicité à ce sujet et que je rencontre régulièrement depuis. »*

## 1982

La délégation a répondu à 3800 appels de détresse : le volume des interventions de la délégation a quadruplé depuis 1978. Les villes où les cas de prise en charge sont les plus nombreux sont : Levallois (403), Clichy (335), Puteaux (210), Nanterre (197), Boulogne (141). A l'inverse, les cas de prise en charge sont moins nombreux à Chaville (6), Ville d'Avray (4), Vaucresson (3), Bourg-la-Reine (2), Marnes-la-Coquette (0).

Cette même année, elle a envoyé 180 enfants en vacances, pris en charge 48 projets de développement dans le Tiers-monde, organisé un voyage à Lourdes et habillé plus de 1700 enfants grâce au vestiaire de Gennevilliers. A l'époque, les bénévoles ont accueilli différents types de public : 39% de femmes seules avec enfants, 32% de familles et également 29% d'hommes.

L'équipe d'Antony distribue pour la première fois massivement des tracts dans les boîtes aux lettres à l'occasion de la Journée Nationale (le 3e week-end de novembre).

La délégation comprend alors 331 bénévoles. Son siège quitte Levallois et s'installe à Asnières dans d'anciens ateliers de la marque de cosmétiques « Rouge Baiser ».

## 1984

La délégation crée un service « Urgences, plan Orsec » et « aides en nature » pour : l'aide alimentaire avec la création d'un stock au siège de la délégation; l'aide en mobilier par un partenariat avec Emmaüs (création d'un stock de cuisinières, lits et matelas) ; et la constitution d'un service layette avec distribution de laine et ramassage auprès de grand-mères tricoteuses.

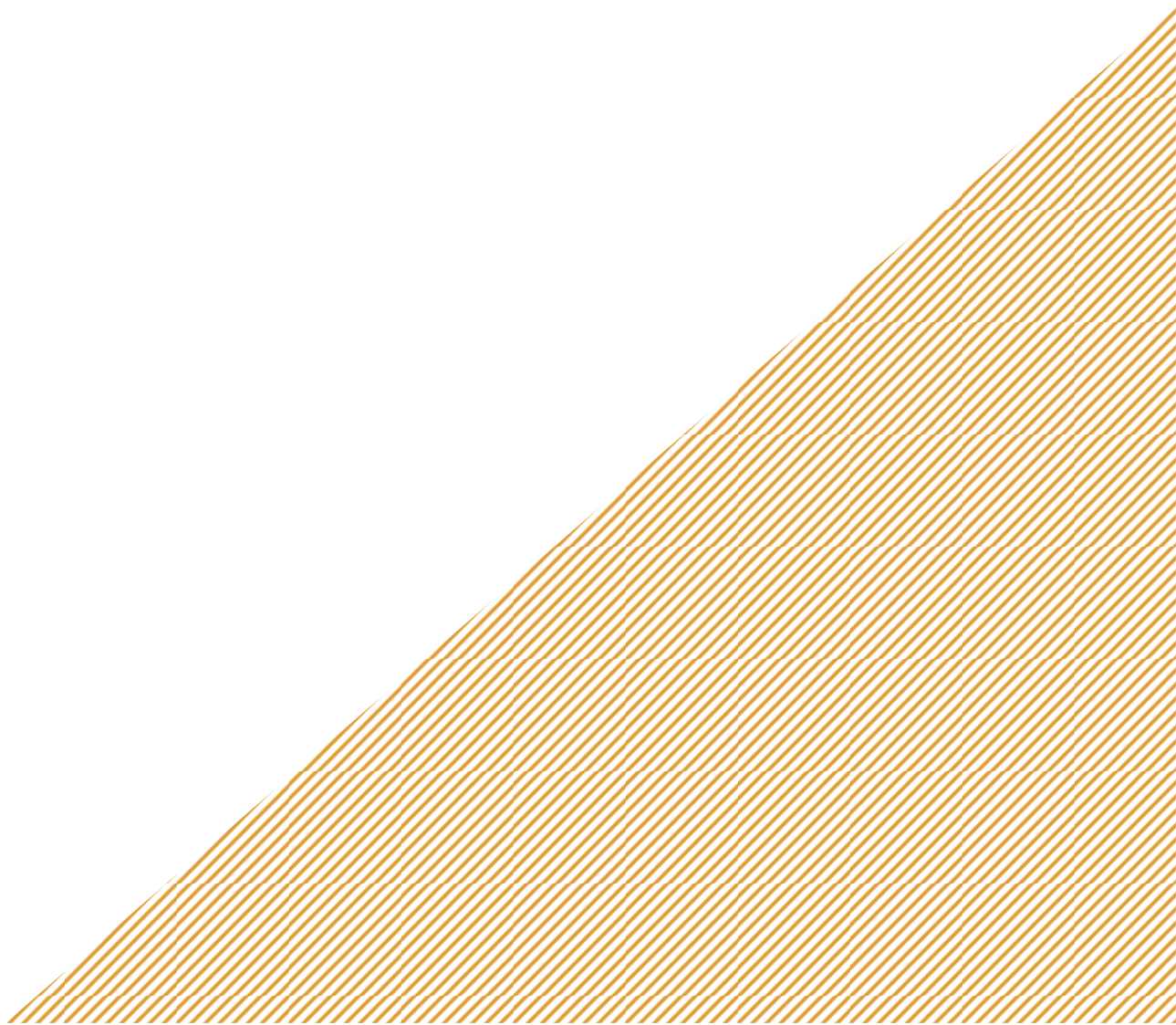


La délégation identifie quatre types de détresses :

- 1) Solitude et isolement;
- 2) Manque dans le cadre de la protection sociale légale;
- 3) Délais d'obtention d'aide sociale trop longs;
- 4) Aides obtenues insuffisantes.

Il est noté qu'« en ce qui concerne les étrangers (46% des demandes) le problème du logement, du chômage et des dettes se pose avec une acuité particulière, l'ignorance des droits est une des causes principales citée lors des demandes de secours, la maladie touche plus particulièrement ces personnes, les ressources se composent généralement du seul salaire du chef de famille et des allocations familiales ». Des 2600 dossiers analysés, 65 concernent des personnes sans domicile.

La nouvelle définition de mission du responsable d'équipe locale le décrit « *Vivant de sa foi ... au service des pauvres ... Il se fait l'avocat des plus pauvres et interpelle en lien avec la délégation la communauté chrétienne et les pouvoirs publics* ». La délégation s'interroge alors : « *Dans les communes où les demandes sont très importantes, sommes-nous certains qu'on ne se débarrasse pas trop facilement des situations en les adressant au Secours Catholique. On peut aussi se demander si ce n'est pas l'absence d'équipes et complémentairement parce que certains secteurs sont découverts que les pauvretés restent bien cachées* ». La délégation comprend alors 380 bénévoles, 7 salariés, 22 000 donateurs appelés adhérents.



# 1986 - 1996 L'AUDACE

Au cours de cette décennie, les actions de communication et d'interpellations du Secours Catholique se développent tant au niveau national que diocésain. Au plan local, l'engagement de Mgr Favreau est important. La délégation n'hésite pas à s'engager avec des publics nouveaux et mal vus comme les malades du Sida, les personnes à la rue, les chômeurs. Les mutations et l'audace sont grandes durant cette décennie !

Du point de vue organisationnel, l'équipe salariée semble s'être bien étoffée. Le nombre de bénévoles continue de croître de manière importante.

## 1986

Alors que le chômage touche de plus en plus de personnes, Antoine Timotéo – le délégué – lance le projet « 12 familles pour un chômeur ». 12 ménages prenaient en charge un chômeur. Le but était que chaque famille lui donne du travail et le Secours Catholique lui faisait une feuille de paie. D'autres projets emploi voient le jour dans d'autres équipes locales comme à Châtillon.

*« Suite à des échanges avec des personnes demandeurs d'aide, l'équipe locale du Secours Catholique à Châtillon, les assistantes sociales du département et celles du Centre Flora Tristan (femmes victimes de violence), la conviction s'est faite jour qu'il serait préférable de trouver des heures de travail aux personnes sans emploi, plutôt que de leur distribuer des secours financiers.*

*Après une année de réflexion en commun et de nombreuses réunions, les statuts d'une association, appelée Initiative-Emplois, étaient déposés en mai 1988. Peu après, en juillet 1988, un agrément préfectoral était obtenu pour une activité en qualité d'Association Intermédiaire, selon la toute récente loi Seguin relative aux Orientations pour la lutte contre les exclusions. L'association devait ouvrir ses portes le 1er septembre 1988 dans des petits locaux mis à sa disposition par la municipalité de Châtillon, et devenir l'employeur légal de personnes sans travail, des femmes principalement, pour une mise à la disposition des particuliers d'heures de travail dans les domaines du nettoyage et du repassage, les hommes faisant de leur côté plutôt des heures de manutention et de bricolage ou du jardinage. »*

## 1987

M. Henri Barbier devient président pour deux mandats jusqu'en 1993. Antoine Timotéo est délégué depuis 1980 et le restera jusqu'en 1993.

Dès 1985, la délégation innove dans l'aide alimentaire et promeut les Groupements Alimentaires Familiaux (GAF). Le premier GAF est créé à Suresnes, suivront le GAF intercommunal des Blagis (GAFIB) en 1989 et de Châtenay-Malabry en 1990. L'idée de ce projet est

de permettre l'achat de denrées à un prix inférieur à celui du marché au profit d'un projet individuel et de favoriser l'action collective. Les équipes d'Asnières et de Gennevilliers se doteront également de GAF. Plus tardivement, l'équipe d'Antony puis de Montrouge feront de même.

*« Le quartier des BLAGIS a été construit dans les années 50. Cela faisait quatre ans qu'existait dans les Hauts-de-Seine un GAF situé à Suresnes quand Antoine Timotéo, le délégué, nous a contactés. Il souhaitait vivement qu'existe un GAF dans le sud. Nous les bénévoles on ressentait le besoin, tout comme Antoine Timotéo. Il savait que le quartier était en difficulté et c'est dans cette perspective qu'il a demandé, en 1989, à ce qu'un GAF soit rapidement mis en place. Cela correspondait aussi au souhait du Secours Catholique de développer des dispositifs de réinsertion. »*

## 1990

Le nombre de bénévoles a doublé en 6 ans. La délégation compte alors 780 bénévoles répartis en 7 secteurs et 28 équipes locales. L'équipe de salariés s'est étoffée et comprend alors 10 personnes : deux secrétaires, deux comptables, une personne à l'accueil, un secrétaire général, un délégué adjoint, un chargé d'animation, une personne chargée des aides et secours, placés sous la responsabilité du délégué Antoine Timotéo.

## 1992

Les accueils de jour pour les personnes sans domicile se développent. Eric Vergniol, animateur, écrit : « Des accueils se sont mis en place, à St Cloud, Malakoff, Antony, Clamart, Chaville, Rueil-Malmaison, Vanves, Chatenay-Malabry ... certains 100% Secours Catholique, d'autres en lien avec des municipalités, des paroisses ou d'autres associations. Rapidement s'est mis en place un groupe diocésain « SDF », avec des représentants de chaque équipe ».

*« En 1992, le centre de Clamart déclaré ZAC s'est vidé. Les logements devenus vétustes sont proposés en bail précaire à des hommes seuls désocialisés. Par ailleurs, des SDF vivent dans les bois ou dans des squats encore assez nombreux à cette époque. Dans l'un deux un crime odieux est commis qui marque la population. Nous décidons d'être présents auprès de ces personnes. La mairie accepte de nous laisser la jouissance d'une salle dans un foyer un matin par semaine. Parallèlement, des bénévoles tissent des liens avec des personnes dans les squats, les bois, les bistrotts, l'église où certains se réfugient l'hiver car elle est chauffée. »*

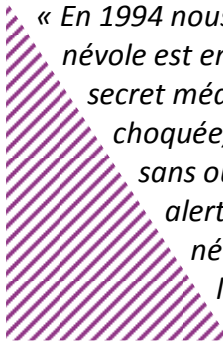
Ce travail est soutenu par Mgr Favreau, évêque de Nanterre depuis 1983. Lors de la Journée diocésaine de 1992, il expose : « Droit au logement ? Comprendre pour agir ». « Le Secours Catholique des Hauts-de-Seine est très engagé dans les questions du logement. Je lui confie cet appel pour soutenir et encourager son action ». Et il interpelle : « Nous ne pouvons rester indifférents au fait que des hommes et des femmes soient sans abri ou vivent dans la hantise de l'expulsion... Nous ne pouvons accepter les spéculations financières entraînant des prix de construction puis de location qui deviennent prohibitifs... Rien ne peut se faire avec une chance de réussite durable sans la participation des « ayant-droit » : eux aussi ont des devoirs ».

## 1993

Le bureau de la délégation est profondément remanié avec l'arrivée de Jean-Pierre Bultez comme délégué, Jacques Goetz comme délégué adjoint, Patricia Caron comme présidente et Maurice Lagrange comme Trésorier. La délégation comprend alors 970 bénévoles répartis en 36 équipes. L'attribution des aides en commission est décentralisée vers les équipes et les secteurs. Libérée de tâches administratives, l'équipe du siège de la délégation s'oriente vers davantage d'animation.

## 1994

Alors que le nombre de cas de SIDA en France atteint un pic un atelier d'art thérapie est mis en place à l'hôpital Louis Mourrier de Colombes dans le service du professeur Vince-neux. La délégation des Hauts-de Seine met en place CREATHIV qui comprend le logement de personnes victimes du VIH, des ateliers artistiques ainsi qu'un accueil individuel. 3 salariés sont embauchés pour développer cette action.



*« En 1994 nous sommes confrontés au Sida. Pour sa première intervention, une jeune bénévole est envoyée chez un malade pour porter un colis. Nous ignorons le diagnostic – secret médical oblige-. Dès l'ouverture de la porte, elle perçoit la réalité et revient très choquée, ce qui ne l'empêchera pas d'y retourner et de suivre le malade à l'hôpital sans oublier le compagnon qui n'avait plus rien. D'autres cas se révèlent d'où alerte à la délégation. Une action Sida sera mise en place avec animateur et bénévoles spécialisés et bien formés. A Clamart trois logements seront loués par le Secours Catholique et mis à disposition pour des familles atteintes qui seront suivies pour deux d'entre elles jusqu'à la mort ».*

Le Secours Catholique interpelle largement par ses campagnes de communication. La délégation crée « Réseaux en direct », un recto-verso destiné aux élus, aux prêtres, aux organismes sociaux, à la presse : « Hier les pauvres appelaient à être insérés ! Aujourd'hui, des CRIS viennent de toutes les classes sociales. La machine à exclure semble s'être emballée ! Des dossiers mensuels sont publiés à partir des statistiques et des communiqués diffusés. Citons par exemple : « *Tsiganes roumains de Nanterre Retour ou Non Retour ?* ». L'analyse des pauvretés menée alors constate le rajeunissement de la population masculine, la précarité des couples quant au logement, la très nette augmentation du nombre de Rmistes. C'est que depuis sa mise en place en 1988, le nombre de personnes au RMI progresse fortement pour dépasser le million en 1994. La délégation se mobilise alors sur l'emploi en venant en aide aux porteurs de projet, notamment les bénéficiaires du RMI.

En décembre 1994, Jacques Goetz succède à Jean-Pierre Bultez au poste de délégué.

## 1995

L'accueil de jour qui étaient dans les locaux du siège de la délégation à Asnières depuis 1989 déménage à Colombes dans un ancien garage. Après de nombreuses réunions avec les personnes accueillies, ce lieu est baptisé La Rampe. Cet accueil propose de nombreux services : domiciliation, douche et petit-déjeuner.

# 1996 - 2006 DE L'ASSISTANCE À L'ACCOMPAGNEMENT

## 1996

Le Secours Catholique fête son cinquantième anniversaire à Bercy et proclame vouloir : « S'associer avec les pauvres pour construire une société juste et fraternelle ». Cet événement marque profondément les personnes qui y participent

*« Le 50<sup>ème</sup> anniversaire : tout le monde était vraiment très mobilisé, il y a eu beaucoup de bénévoles qui se sont déplacés pour aller à Bercy. C'était vraiment la fête ! »*

*« C'était extraordinaire : le thème c'était on rentrait dans un tunnel avec nos problèmes et à la sortie c'était la délivrance. Chaque Délégation était applaudie, de toutes les régions de France et d'Outre-mer. Il y a eu des chants, des prises de parole. Tout l'après-midi, il y a eu des sketches montés par des petits groupes. J'étais étonné que des gens venus comme nous jouaient la comédie. C'était la fête, cette ambiance. On avait un Tee-Shirt, à tous on peut tout. C'est des petits gestes. »*

*« On nous a distribué des alliances, des alliances avec les plus pauvres. Mon mari la portait. Il ne l'a jamais quitté. On l'a enterré avec. C'était un beau symbole. Ça avait été fait par des personnes démunies. C'était physiquement représentatif. Ça change tout, ça nous a paru fort ».*

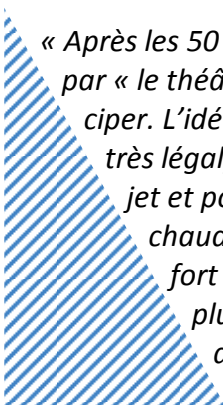
De fait, cet anniversaire s'inscrit dans la continuité de la pédagogie développée par le Secours Catholique à partir de la fin des années 90. Les projets fraternels avec les personnes en difficulté se développent et prennent par exemple la forme de voyages de l'espérance (Meudon, Bagneux, Fontenay Aux Roses, Malakoff, GAFIB, Equipes errance à Lourdes, Voyage de la Paix à Verdun, formation à la communication non violente à Caen). Bénévoles et personnes accueillies partent ensemble pour un voyage et une aventure fraternels et spirituels.

La fin de cette décennie sera marquée par deux sessions bibliques en Terre Sainte d'une quarantaine de bénévoles de la délégation.

En 1995, Marie-Agnès Fontanier devient délégué adjointe. La même année, Jean-Pierre Richer (futur président national du Secours Catholique) arrive comme Préfet dans les Hauts-de-Seine. Ce dernier invitera Marie-Agnès Fontanier à présenter aux services de la préfecture les rapports statistiques du siège national et de la délégation. Le Secours Catholique est alors bien représenté dans des instances départementales comme le Conseil départemental de prévention de la délinquance et le Fond de Solidarité Logement (FSL).

Les vacances en familles se développent et des vacances collectives s'organisent avec des personnes sans domicile notamment.

La délégation promeut la parole des personnes en difficulté en recourant au théâtre forum, (Journée à St Prix), distribuant des appareils photos aux personnes, favorisant la constitution de groupes, formant des responsables de groupe.



*« Après les 50 ans à Bercy, la délégation avait organisé une journée à Saint-Prix animée par « le théâtre de l'opprimé » et avait demandé aux équipes si elles souhaitaient participer. L'idée a plu à nos amis de la rue. J'ai emmené 6 personnes dans ma voiture (pas très légal) de Clamart jusqu'à la délégation à Asnières pour la présentation du projet et pour les répétitions. Quelle équipée ! Ils étaient tellement contents. Il faisait chaud ce jour-là et nous allions toutes vitres ouvertes. Ils chantaient tellement fort que dans les rues les gens se retournaient sur notre passage. C'est une des plus belles journées de bénévolat. Le jour J a été lui aussi très apprécié. Nous avons invité plus tard à notre table le responsable d'un théâtre amateur mais personne n'a voulu prolonger l'expérience. »*

## 1997

Après la dissolution de l'Assemblée nationale en avril 1997, la délégation s'associe à la campagne de plaidoyer national pour la défense du projet de loi cadre de lutte contre l'exclusion. Les équipes locales s'engagent avec des personnes concernées pour sensibiliser le grand public aux enjeux de la lutte contre l'exclusion.

Les activités errantes continuent de se développer avec : l'ouverture d'un accueil de nuit au siège de la délégation, la création d'un accueil de nuit à Boulogne, le démarrage de tournées de rue. L'équipe juridique se constitue au siège de la délégation et accueille principalement des demandeurs d'asile et des personnes sans papiers. Le dispositif de logement ALT se développe.

## 1999

Guilhem Lonjon arrive comme président en remplacement de Patricia Caron : « Nous avons surtout axé notre travail sur l'arrêt de l'assistantat pour l'accompagnement. Nous avons vraiment beaucoup freiné les vestiaires. C'était l'activité principale de certaines équipes ».

## 2000

Au printemps, la délégation organise une grande fête à Jambville : « Rêvons la Ville ». 1635 inscrits. La délégation compte alors 1470 bénévoles. Ce chiffre, qui a presque doublé depuis 1990 (780 bénévoles alors recensés) restera stable ensuite.

Cette même année, ouvre à Colombes en lien avec la paroisse protestante de Bois-Colombes le centre Dom'Asile pour l'accueil et l'accompagnement des demandeurs d'asile. Les actions auprès des migrants se développent surtout autour des axes de la défense de leurs droits avec l'ouverture d'une permanence juridique spécialisée au siège de la délégation et d'actions collectives.

En 2001 M Loïc O'Murphy devient délégué adjoint. A l'occasion des élections municipales, la délégation se mobilise. 8 questions concrètes sont envoyées aux candidats. Les activités auprès des personnes sans-abri continuent à se développer et à se structurer.

« En décembre 2002, Etienne Viard, un bénévole de notre équipe de Boulogne, qui participait aussi à la maraude avec l'Ordre de Malte, nous rapporte qu'un SDF est mort de froid dans notre ville. Profondément touché, il rencontre rapidement le Maire, Jean-Pierre Fourcade. Le 12 décembre 2002, le conseil municipal donne son accord pour l'ouverture d'un centre d'accueil d'urgence de nuit, en utilisant des bungalows laissés vacants par l'Armée du Salut. Les travaux sont immédiatement lancés par la municipalité (douches ; WC ; cuisine) qui nous fournit aussi des tables et des chaises. Les lits sont fournis par la Croix Rouge, les couvertures par l'armée, les appareils ménagers et les petites fournitures par l'Ordre de Malte. Ce centre, le « Centre Thiers/Vaillant », a pu recevoir chaque nuit, une vingtaine de personnes jusqu'en mars 2003 ».

## 2005

Mgr Daucourt devient évêque de Nanterre en 2002. Trois ans plus tard, il publie une lettre à tous les baptisés du diocèse : « Je veux te parler des pauvres et de leur place dans la société et dans l'Église ». Il interroge : « Est-ce que tu favorises (dans les discussions quotidiennes et dans tes engagements politiques) le programme de logements sociaux auquel ta ville est tenue ? Es-tu propriétaire d'un logement que tu laisses vacant en invoquant toutes sortes de raisons ? » .

Pierre de la Chapelle devient président en 2005.

« Dans les années soixante, la Sonacotra (Société nationale de construction de logements pour les travailleurs) a construit trois foyers à Meudon pour environ 300 personnes. En 2005, notre équipe a été invitée à participer à un audit commandé par la société nationale pour remédier au désarroi de résidents du foyer République qui, isolés et vieillissant, se laissaient mourir dans leurs chambres.

Après deux réunions avec les sociologues chargées de l'audit, en lien avec deux accueillis résidant dans le foyer concerné, l'équipe a suggéré la création d'un café social le samedi matin. [...] L'équipe de jeunes foyers de la paroisse Notre Dame de l'Assomption ayant pris connaissance du rapport d'audit et du projet de café social, a bien voulu se charger de sa mise en œuvre une fois par mois dans une salle du foyer République. La rencontre autour d'un café était très animée, avec des associations meudonnaises venues présenter leurs activités et avec la participation de familles d'autres foyers Sonacotra. Les joyeux cris des enfants et de leurs mamans enchantaient les vieux célibataires et faisaient descendre ceux qui restaient habituellement enfermés dans leurs chambres ... »

Au terme de cette décennie, le réseau de la délégation semble arrivé à maturité avec un nombre stable de bénévoles depuis l'année 2000. Portée par les axes du 50<sup>ème</sup> anniversaire, l'équipe du siège de la délégation, organisée autour d'animateurs thématiques, continue de proposer de nouvelles formes d'actions, pour l'accueil et l'accompagnement des personnes ; les actions collectives se développent fortement. Les propositions spirituelles à destination des personnes en difficulté semblent également apparaître à cette période.

# 2006 - 2016

## LE VIVRE ENSEMBLE

### 2006

A l'occasion de son 60<sup>ème</sup> anniversaire, le Secours Catholique publie six orientations pour mettre en œuvre un projet intitulé : « De la générosité à la rencontre ». La délégation des Hauts-de-Seine organise une nouvelle fête à Jambville avec 1800 personnes.

*« A Jambville, les gens pique-niquaient, tout le monde faisait quelque chose, avec Christine Martel, on s'occupait de l'accueil des enfants ; il y avait différents stands. C'était un grand rassemblement à l'extérieur : il y avait des jeux. Les gens étaient contents de se retrouver. Ça circulait. Il y a eu le repas qui était en commun aussi. »*

Compte-tenu de son histoire récente, la délégation des Hauts-de-Seine se retrouve aisément dans la 6<sup>ème</sup> orientation : « Oser vivre la fraternité avec les pauvres en Église et partager ensemble la recherche de sens ». Les voyages de l'espérance continuent : voyage de l'espérance en Terre Sainte, puis voyage à Fatima du GAFIB, participation d'un groupe de personnes sans domicile au pèlerinage diocésain, voyage de l'espérance de la délégation à Lourdes en 2008, participation au rassemblement national Diaconia 2013.

En 2011 : 300 personnes de l'ensemble des communes du département sont à la Cité Saint Pierre avec Mgr Daucourt. De nouvelles formes s'expérimentent : lancement des week-end de l'équipe de la Rampe avec la communauté des Trinitaires de Cerfroid, Journées Paroles et Partage à Saint Maurice de Bécon, fête interreligieuse à Villeneuve la Garenne autour du « Mieux vivre ensemble ».

### 2007

La question du logement est reprise, une première fois en 2007 avec le lancement du dossier « *Logement 92, éléments de réflexion* » signé de l'évêché, du Conseil diocésain de la Mission ouvrière et du Secours Catholique, puis une seconde en 2011 avec la Campagne Logement 92, réunissant 19 associations, mouvements et services d'Église.

L'idée de planification se concrétise avec une première démarche en 2007 – 2008 : large analyse des pauvretés (34 équipes locales et 59 partenaires) suivie de la publication d'un projet associatif 2009-2011 avec 6 dynamiques de changement et une organisation en 7 territoires.



## 2009

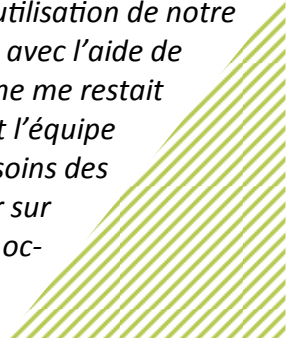
En 2008, Michel Maulvault devient président de la délégation. L'année suivante, Laurent Seux remplace Olivier de Metz en tant que délégué.

Mgr Daucourt publie en 2009 les orientations du diocèse de Nanterre. La 1er orientation s'intitule : « *Placer l'option préférentielle pour les pauvres et la lutte pour la justice au cœur de la vie et de la mission des paroisses, mouvements et services* ». La Délégation est représentée au sein de l'équipe d'Yves Doubliez, « veilleur » puis délégué diocésain à la Diaconie. Localement, les liens se renforcent avec les paroisses, pour la nomination des responsables d'équipes et la création d'actions communes, à l'exemple des tables ouvertes (Courbevoie, Villeneuve La Garenne).

S'agissant des formes d'actions, les dispositifs nés lors des précédentes décennies continuent de se développer : création d'une épicerie solidaire à Montrouge, ouverture d'un accueil de nuit à Antony avec la paroisse, développement des maraudes et des équipes juridiques. La délégation crée cette même année un nouveau dispositif : la permanence DALO pour venir en aide aux demandeurs de logement. D'autres permanences DALO voient le jour entre 2009 et 2011 pour soutenir la démarche de bénéficiaires potentiels, elles sont au nombre de 5 réparties dans tout le département aujourd'hui.

Des initiatives nouvelles comme la promotion des baux glissants ont vu le jour, ou encore la recherche de solutions de logements appropriées et pérennes comme les maisons relais à Antony ou à Nanterre.

*« En 2010, la délégation à qui j'avais clairement exprimé mon souci d'utilisation de notre nouveau local à Asnières, m'a proposé d'ouvrir une permanence DALO avec l'aide de son équipe logement, et des « clients » potentiels qu'elle avait déjà. Il ne me restait plus qu'à trouver des bénévoles ... J'ai pu convaincre assez rapidement l'équipe d'accepter cette proposition d'ouvrir notre local et nos moyens aux besoins des villes environnantes. Quelques bénévoles se sont dits prêts à s'engager sur cette voie et à se former. La permanence DALO a pu ainsi démarrer en octobre 2010 avec 3 demi-journées tous les 15 jours... rythme qui a été maintenu jusqu'à ce jour. »*



La délégation cherche à proposer de nouvelles formes d'expression, de concertation et d'action avec les personnes en difficulté : expression lors de manifestations du 17 octobre en 2008 et 2010, des journées départementales de la campagne logement 92, consultation des personnes accueillies lors de l'élaboration de projets, Conseil des délégués de la Pause, réseau d'échange et de savoirs au Luth à Gennevilliers, marches avec les personnes sans domicile, forum Migrants et forums sociaux, soutien au collectif des Amoureux au ban, ...

## 2010

Du point de vue des structures, le Conseil d'animation est créé à l'été 2010. Des réseaux thématiques se formalisent et l'animation territoriale se développe avec l'affectation d'un animateur par territoire, effectivement, fin 2009.

L'arrivée d'une première volontaire en 2009 sera suivie de deux puis de trois autres les années suivantes. Le réseau Jeunes de la délégation et l'action de sensibilisation s'organisent.

## 2011

Pierre Colmant devient président de la délégation.

Le réseau compte 1540 bénévoles

Dans une démarche de fraternité, bénévoles, salariés, personnes en difficulté et volontaires ont préparé et vécu ensemble un voyage de l'espérance à Lourdes début juillet 2011. Avec Mgr Daucourt, 300 personnes de 20 communes du département ont dialogué autour du texte de Bartimé (Mc 10. 46-52). Les ateliers créatifs, la découverte de la région et les multiples échanges ont rythmé ce grand temps de fête.

Cette même année, avec d'autres associations, la délégation crée le collectif Domiciliation 92 qui veille et interpelle les pouvoirs publics sur le dispositif de la domiciliation. Ce collectif rédige notamment un état des lieux sur la domiciliation assurée par les CCAS dans le département. Ce document est envoyé à tous les maires du département et à la préfecture.

La délégation s'est associée à 16 autres services d'Église, mouvements et associations pour l'animation d'une grande campagne logement visant à promouvoir le droit à un logement pour tous. Des groupes locaux se sont constitués au fil de l'année et on mené un plaidoyer dans leur commune en faveur de la mixité sociale, pour soutenir les personnes en difficultés de logement et s'engager en faveur du DALO. Cette démarche connaît son point d'orgue en janvier 2012 avec le rassemblement de plus de 300 personnes des 36 communes du département autour d'un colloque où le préfet, la directrice de la CAF, l'évêque et la DRIHL étaient présents.

Pour les 10 ans du Club Caritas de l'école Centrale, une quinzaine d'étudiants sont partis au Cambodge avec la Caritas, du 18 juin au 29 juillet 2011. A leur retour, les jeunes ont rendu témoignage au sein de la Délégation, et ont également présenté leur projet dans des lycées ou écoles du département, et dans des paroisses du diocèse.

## 2012

La délégation choisit de privilégier deux axes forts pour son action : l'accès aux droits des plus fragiles, et la sensibilisation et l'interpellation face à la situation des personnes les plus défavorisées.

En juillet 2012, François Hollande, nouveau président de la République élu, a souhaité rencontrer des personnes en difficulté. La Rampe, accueil de jour à Colombes, a eu l'honneur de le recevoir. Après avoir participé en toute simplicité à la séance hebdomadaire du groupe de parole, il annonce la tenue en décembre 2012 de la conférence nationale contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale suivie d'un plan pluriannuel d'actions.

Le réseau migrants crée deux nouvelles permanences d'accès aux droits des migrants entre 2011 et 2012 à Antony et Boulogne. Cela porte à trois le nombre de permanences qui maillent maintenant tout le territoire des Hauts-de-Seine.

Plus généralement, de 2012 à 2014, l'action institutionnelle de la délégation des Hauts-de-Seine s'appuie sur le calendrier électoral pour mieux interpeller, sur la base d'enquêtes et de témoignages, les pouvoirs publics sur les pauvretés rencontrées dans le département : Le logement étant identifié comme une des premières causes d'exclusion, la Campagne Logement 92 initiée en 2011 a connu un grand rassemblement début 2012 à Asnières au cours duquel la parole a été donnée à ceux qui souffrent du mal-logement, ou de l'absence de logement. La tribune ouverte aux hommes politiques a été pour eux l'opportunité d'exprimer ce qu'ils vivaient.

Fin 2012, une équipe d'aumônerie est créée. L'aumônier est rejoint par 5 référents, un dans chaque territoire. Cette équipe est attentive aux besoins spirituels des bénévoles et des personnes accueillies.

## 2013

Le réseau compte 1568 bénévoles répartis dans 41 équipes locales et dans une dizaine d'équipes thématiques. En tout, 54 lieux d'accueil existent dans le département. L'équipe du siège compte 12 salariés, dont 7 animateurs, la délégation accueille également 3 jeunes volontaires en service civique. La délégation a le souci de proposer une formation de qualité aux acteurs du réseau. 30 sessions de formation sont organisées pendant cette année.

Trois événements majeurs ponctuent cette année :

- l'élection en mars 2013 du Pape François qui nous invite à « sortir à la rencontre de toutes les périphéries », et qui veut une Eglise « pauvre pour les pauvres », souhait qui fait profondément écho aux fondements mêmes du Secours Catholique.
- le rassemblement Diaconia 2013 à Lourdes a montré à tous le chemin pour favoriser « la place et la parole des pauvres dans l'église et dans la société ».
- l'élaboration tout au long de l'année d'une vaste démarche participative pour le projet de délégation 2013-2017, initiée fin 2012. Fidèle à l'enseignement social de l'Eglise, renforcée par la démarche Diaconia 2013, c'est rassemblée que la délégation entend faire sonner « l'heure d'une nouvelle imagination de la charité ». Ainsi, le projet « Ensemble, vivons la fraternité » qui voit le jour en juin 2013 est le fruit de la collaboration de 500 personnes du réseau, 300 bénévoles et 200 personnes accueillies environ. Il s'organise autour de 5 axes : faciliter l'accueil et la rencontre, accompagner les personnes et les aider à s'orienter dans leur parcours d'accompagnement, favoriser et développer la participation des personnes, agir sur les causes de pauvreté ici et là-bas dans les pays d'origine, prendre le temps de relire notre action.

Le Conseil d'animation s'élargit à de nouveaux membres, représentant ainsi davantage toute la diversité du réseau. Il joue un rôle important dans la démarche d'animation du réseau, lieu à la fois d'expression, de prise de recul, de réflexion et de conseil.

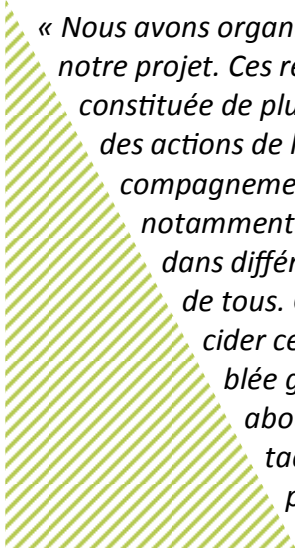
## 2014

3 changements importants de personnes marquent cette année 2014 :  
Monseigneur Michel Aupetit est nommé évêque du diocèse de Nanterre

Véronique Fayet remplace François Soulage et devient Présidente du Secours Catholique national

Chrystel Mouysset est nommée Déléguée des Hauts-de-Seine en remplacement de Laurent Seux, nommé Directeur France Europe du Secours Catholique.

Après la publication du projet de la délégation, les équipes locales prennent le temps de la relecture pour élaborer leurs projets d'équipe. Toutes ne vont pas au même rythme mais cette année leur offre vraiment un temps de réflexion pour prendre du recul par rapport aux situations de pauvreté qu'elles rencontrent et les réponses à y apporter, en concertation avec les personnes concernées.



*« Nous avons organisé différentes rencontres avec tout le monde à Malakoff pour définir notre projet. Ces réunions nous ont permis de construire notre « maison ». Celle-ci est constituée de plusieurs pièces. La pièce du P'tit Déj est le cœur de la maison, au cœur des actions de l'équipe. Elle est le lieu de convivialité permettant la rencontre et l'accompagnement. De la pièce principale, nous pouvons aller de pièces en pièces et notamment à partir de la pièce du lundi après-midi, nous pouvons nous rendre dans différentes salles d'activités collectives. Cette maison a été bâtie à l'aide de tous. Chacun a pu donner son avis. Après ces rencontres, il a bien fallu décider ce que nous avons envie de faire pour l'avenir. Aussi lors de l'assemblée générale nous avons voté pour les projets que nous souhaitons voir aboutir en 2015. Trois idées sont ressorties : « améliorer le premier contact », « mettre en place un endroit pour s'isoler dans la grande pièce pour mieux recevoir et écouter les personnes » et « déléguer des tâches à l'ensemble des personnes ».*

De nouveaux grands chantiers au niveau de la délégation s'ouvrent :

- autour des solidarités familiales : ainsi des réseaux d'entraide familles voient le jour à Sceaux, le dispositif vacances évolue, les sorties culturelles se font à partir des propositions des personnes accueillies ;
- autour de l'accompagnement fraternel : guide de l'accompagnement, redéfinition des critères de commissions ; et autour de l'accès digne à l'alimentation : épiceries coopérative, cuisines solidaires ....

Pendant cette année, la délégation a déployé une activité soutenue en matière d'action institutionnelle :

A quelques mois des élections municipales de 2014, la campagne « L'indifférence, pas de ça chez nous ! » s'adresse à tous ceux qui se sentent solidaires des personnes vivant des situations d'exclusion, et leur propose une façon concrète simple et originale de dire aux candidats leur attachement aux valeurs de fraternité et de solidarité. Les photos collectées sont diffusées via le blog de la campagne.

Des GAC – Groupes d'Actions Citoyenne – se constituent à Courbevoie, à Asnières et à Colombes, réunissant des personnes vivant dans la précarité pour formuler aux candidats questions et propositions concrètes pour lutter contre la pauvreté.

Au sein des CCAS renouvelés, les bénévoles du Secours Catholique mandatés s'engagent de façon active. On compte 21 mandatés CCAS dans la délégation.

En novembre 2014, le colloque « La fraternité à l'épreuve des fractures territoriales » a rassemblé sur une même tribune représentants de l'Etat, du Département, députés, maires, et membres de GAC. Ce colloque a marqué la volonté du Secours Catholique de fonder un collectif d'associations pour lutter contre la pauvreté et favoriser le vivre ensemble dans le département.

## 2015

Après contacts pris au cours de l'année 2014 auprès des représentants de nombreuses associations du département, le collectif « Citoyens Fraternel / Mieux vivre ensemble dans le 92 » est lancé le 5 novembre 2015. Il vise à interpeller le Préfet sur la mise en œuvre du plan de lutte contre l'exclusion et pour l'insertion sociale, et aussi à promouvoir des formes de vivre ensemble innovantes dans le département. Participent au collectif : le Secours Populaire, le Secours islamique, l'Entraide Protestante, les Petits Frères des Pauvres, l'Action Catholique Ouvrière, Solidarités Nouvelles pour le Logement, ATD Quart-Monde, Habitat et Humanisme, la Fnars, l'Ordre de Malte, CCFD-Terre Solidaire, l'Assol, la Fapil, ...

La délégation poursuit le déploiement de son projet, sous le signe de la Fraternité. Juin 2015 voit l'organisation d'évènements et de fêtes en territoire, associant de plus en plus de personnes accueillies, partie prenante des préparatifs. La participation des personnes ne va cependant pas de soi dans toutes les équipes, et choix est donc fait de porter l'accent sur ce thème en saisissant l'opportunité des 70 ans du Secours Catholique. L'enjeu pour le Secours Catholique devient alors, comment construire une société plus juste et fraternelle dans les Hauts-de-Seine avec les personnes concernées par la pauvreté. Nous sommes au-delà de la proposition d'ateliers ou de repas conviviaux même s'il s'agit de la première marche indispensable.

Sur le plan du plaidoyer, l'action du collectif citoyens fraternels s'organise et un premier résultat est sans doute la réponse positive du Préfet à organiser la concertation autour du plan de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale au sein du département, en y associant les associations avec des personnes qui vivent la pauvreté.

Les équipes du Secours Catholique sont pleines de vitalité et rendent fécond ce projet 'ensemble vivons la fraternité !'. Des groupes de fraternité se rencontrent et se confortent au cours des journées parole et partage, Ça grésille à Gennevilliers avec les habitants du quartier, des vêtements vont bientôt se troquer à Villeneuve La Garenne après le grand chantier de rénovation des locaux, les ateliers de sophrologie permettent à tous d'avoir un instant bien être à Antony, un atelier cuisine du monde voit le jour à Clichy, les différentes religions dialoguent et se rencontrent au Luth grâce aux '*rencontres inattendues*', un accompagnement emploi voit le jour à Courbevoie, des marches vers Saint-Jacques s'organisent, des cafés migrants sont créés ... sans oublier de nouvelles formations pour accompagner ces projets et un travail en réseau avec nos partenaires qui s'intensifie.

*Le 26 septembre 2015, nous nous sommes retrouvés à l'accueil du Secours Catholique « La Pause », à Antony, pour le grand départ. Dix-sept marcheurs réunis dans un seul but : vivre ensemble l'aventure du chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle, depuis Le Puy-en-Velay jusqu'à Aubrac.*

*Nous l'avions tous rêvé, nous l'avons fait !*

*Après plus de 120 km de marche, nous sommes arrivés à Aubrac le 3 octobre au soir, fatigués mais heureux !*

*Nous nous étions préparés pendant les six mois qui avaient précédé notre départ : marches régulières ensemble, élaboration de notre charte pour bien vivre ensemble cette semaine, rédaction de notre livret de pèlerin, constitution du paquetage, etc. Le jour J nous étions tous présents !*


*Au retour, les mots nous manquaient – existent-ils ? – pour exprimer toute l'amitié, la fraternité, la complicité et la solidarité vécues pendant cette semaine, tellement cela nous paraissait incroyable, mais vrai !*

*« Je ne croyais plus en rien, plus en l'entraide, l'amitié, la fraternité, l'amour. J'ai été surpris. Je me suis trompé. J'ai été témoin de la fraternité vécue, ému et touché. Semaine exceptionnelle. Une grande expérience de souffrance, d'amitié, de compréhension. L'homme qui part n'est pas celui qui revient. L'après est dur mais le meilleur reste à venir. »*

*« On a fait une route avec des hauts et des bas, des montées et des descentes, à l'image du chemin. Un condensé de vie, en très peu de jours, qui a permis de se découvrir un peu plus en vérité. Un beau cadeau qu'on se fait les uns aux autres, très bon à recevoir. »*

*« L'amitié entre nous a été formidable, malgré quelques embuscades dans lesquelles on s'est parfois fait prendre. »*

*« On met notre énergie au service de quelque chose de bien. On s'ouvre vers l'extérieur. On n'est pas des choses mais des êtres. Cela m'apporte de l'énergie pour le reste de l'année. Cette semaine a été une bonne dose de liberté, d'égalité, de fraternité. »*



Livret réalisé par :

**Laurent SEUX** - collecte d'histoires et recherches historiques

**Isabelle MIALON, Chrystel MOUYSET et Hélène CECCATO** - Relecture et rédaction complémentaire

**Hélène CECCATO** - Maquette et mise en page

